Le budget—M. Loiseau (Chambly)

la suite de la publication du budget par l'honorable ministre des Finances (M. Turner). D'abord, quelques remarques très générales: Le budget soumis par le gouvernement actuel pour le prochain exercice ne sera probablement pas très populaire auprès de tous les Canadiens, ni auprès de tous les groupes du Canada. Voici pourquoi.

Premièrement, c'est qu'il est juste et qu'il applique à chacun les mêmes principes, ce qui ne flatte jamais la bonne conscience des plus favorisés à qui l'on demande des efforts supplémentaires afin de réaliser une justice plus réelle dans l'ensemble d'un pays aussi vaste et aussi diversifié que le Canada.

Deuxièmement, c'est que ce budget est réaliste et qu'en période de stagnation économique, après des poussées inflationnistes internationales sans précédents, il doit être le reflet de l'incertitude économique qui pèse sur chaque citoyen du monde contemporain. En ce sens, il ne saurait être ni carrément expansionniste, ni trop déprimant pour la conjoncture économique canadienne. Malgré tout, ce budget doit faire la preuve que le Canada et son gouvernement prennent au sérieux la conjoncture économique mondiale et tentent d'en tirer les accommodements qui s'imposent.

En lisant les commentaires de l'économiste Gunnar Myrdal, titulaire du prix Nobel d'économie en 1974, et ceux de certains autres spécialistes, notamment des chercheurs attachés à l'OCDE, on peut se demander si l'économie keynésienne a eu tout le mérite qu'on lui suppose dans le développement contemporain. On peut se demander en particulier si les politiques expansionnistes débridées mises de l'avant par plusieurs pays industrialisés au XX^e siècle n'ont pas abouti aux crises successives qui ont marqué l'évolution économique du monde contemporain et si, en particulier, notre attitude face à la récession et à la stagnation ne nous ont pas amenés à gonfler l'inflation jusqu'à des proportions de crise.

A la lumière de nouvelles critiques des théories keynésiennes, on a pu noter que divers types de réactions gouvernementales ont semblé particulièrement infastables à la jugulation des phénomènes inflationnistes. Certaines critiques particulièrement virulentes portées dans ce contexte ont jeté le blâme de la crise actuelle en large part sur les épaules du programme de restrictions, de gel des prix imposé en 1971 par le régime Nixon. Or le Canada a tenté d'éviter les politiques voyantes et excessives que sont les extrêmes, le gel des prix et des salaires d'une part, invoqués par nos amis de l'opposition, et les politiques d'indexations généralisées d'autre part.

Le budget actuel entend maintenir le réalisme astucieux qui a emporté l'adhésion de nombreux analystes internationaux. Mais il entend aussi lui donner un caractère particulier, celui de la restriction volontaire des dépenses. C'est à ce prix, bien évidemment, que le gouvernement canadien pourra par la suite obtenir de ses partenaires des gestes de tempérance, tant pour la prise des profits que pour les hausses salariales.

Si l'on considère que le Canada subit une poussée inflationniste ayant pour moteur principal la hausse des salaires, en anticipation d'une inflation éventuelle, si l'on fait le tour des dernières conventions importantes signées au Canada, et qui donnent des hausses de traitements allant de 17 à 19 p. 100, et si enfin, on constate que le salaire industriel moyen au Canada dépasse actuellement de 4c. le salaire industriel moyen américain, on saisit l'urgence d'un concertation rapide et d'une réduction des tendances salariales.

[M. Loiseau (Chambly).]

L'an prochain, peut-être même cette année, le Canada se retrouvera confronté avec la réalité charmante pour la vanité de ses citoyens mais inquiétante pour leur prospérité à long terme, d'être le pays du monde offrant les salaires les plus élevés, devançant ainsi subitement les États-Unis, certains pays scandinaves, l'Allemagne et d'autres pays.

L'exemple posé par le gouvernement s'imposait donc avec une grande urgence, mais le budget actuel a tenté d'y faire face en recourant à son pouvoir de crédit, en tentant aussi de limiter les coupures douloureuses et en maintenant les lignes de force essentielles de l'orientation de ce pays vers une démocratie offrant des avantages à tous ses commettants de l'Atlantique au Pacifique.

Si de telles mesures ne suffisent pas pour atteindre les objectifs visés par ce budget, le gouvernement devra incontestablement intervenir au niveau de la formation des revenus et permettre ainsi à la fiscalité de le doter d'instruments adaptés à l'âge de l'inflation.

Déjà la France a mis au point en 1975 un prélèvement conjoncturel qui est l'illustration de nouvelles techniques fiscales anti-inflationnistes proposées par certains spécialistes tels que le professeur Winstraub. L'objectif fondamental d'une telle taxe est d'amener les entreprises qui obtiennent des gains de productivité supérieurs à la moyenne nationale d'en faire bénéficier les utilisateurs finals sous la forme d'une baisse de leur prix de vente.

On peut utiliser un tel mécanisme en taxant les compagnies qui ont obtenu une augmentation de leur marge brute de profits, soit par une augmentation du prix de vente supérieure à la hausse du niveau général des prix, soit par un accroissement de productivité supérieure à la norme nationale établie, et n'ayant pas réduit proportionnellement leur prix de vente.

On pourrait finalement généraliser ce système en l'appliquant non seulement aux entreprises mais également à toutes les parties économiques en cause par l'utilisation d'une surtaxe fixe et progressive sur les revenus personnels de sorte que, si un individu obtenait une augmentation salariale annuelle supérieure à la norme nationale jugée acceptable, l'excédent pourrait être taxé de manière à renforcer le caractère «redistributif» de l'impôt. Cette technique dont traite André Raynault me paraît être une des dernières mesures à être utilisée pour rétablir notre santé économique mais également une des plus efficaces si le budget ne réussit pas à entraîner les entreprises à appuyer le gouvernement dans ses efforts.

Contrairement à ma préopinante, je me réjouis grandement de voir le gouvernement ajouter 200 millions de dollars aux crédits de la Société centrale d'hypothèques et de logement pour l'année en cours. Cette dépense, monsieur le président, est on ne peut plus justifiée, étant donné que le nombre de mises en chantier est passé du taux annuel de 284,000 au premier trimestre de 1974 à 161,000 au premier trimestre de 1975. Et pourtant, nous devons constater que cette baisse est imputable à la conjoncture économique et non pas à un manque de politique fédérale.

A preuve, le fait que les fonds non budgétaires accordés aux sociétés sans but lucratif pour la construction de logements à loyer soient passés de 72.9 millions de dollars en 1970 à 124.7 millions de dollars en 1974. A preuve aussi, le fait que le gouvernement ait créé de nombreux nouveaux programmes de logement depuis 1972. Je ne ferai que mentionner les deux programmes ayant trait aux collectivités nouvelles dont la mise en marche en est encore au tout début, mais qui sont riches de promesses